ASSEMBLÉE NATIONALE

10 juin 2023

RATIFIANT LES ORDONNANCES RELATIVES À LA PARTIE LÉGISLATIVE DU LIVRE VII DU CODE MONÉTAIRE ET FINANCIER ET PORTANT DIVERSES DISPOSITIONS RELATIVES À L'OUTRE-MER - (N° 1226)

Rejeté

AMENDEMENT

N ° CF7

présenté par

M. Lenormand, M. Castellani et M. de Courson

ARTICLE ADDITIONNEL**APRÈS L'ARTICLE 7, insérer l'article suivant:**

Dans un délai de deux ans à compter de la promulgation de la présente loi, le Gouvernement remet au Parlement un rapport sur la qualité des comptes de l'Institut d'émission des départements d'outre-mer et sur l'intérêt de rétablir un contrôle des comptes par deux commissaires aux comptes.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Les comptes de l'IEDOM sont actuellement contrôlés par deux commissaires aux comptes de la Banque de France. L'alinéa 4 de l'article 7 du présent projet de loi supprime cette disposition. Dès lors, un seul commissaire au compte s'assurera du contrôle des comptes de l'IEDOM.

Le rapport du Sénat sur le présent projet de loi prévoit que cette modification se justifie par la faiblesse des volumes et la faible complexité des opérations réalisés par l'IEDOM.

Cependant, le rapporteur du Sénat, M. Hervé Maurey, estime que le Gouvernement devra s'assurer que cette nouvelle pratique « ne nuit pas à la qualité de ses comptes ».

Il est donc proposé que le Gouvernement s'assure que cette disposition soit opportune. Un délai de deux ans est proposé, afin que l'IEDOM et la Banque de France puissent donner leur avis après deux exercices.